

Le Collectif contre le Lyon-Turin veut mobiliser élus et citoyens

La semaine dernière, lors de son point sur le projet ferroviaire du Lyon-Turin, en présence d'élus chapareillanais, le Collectif contre le Lyon-Turin (CCLT) a lancé un appel aux citoyens.

Une réunion était organisée la semaine dernière, à Chapareillan, par le Collectif contre le Lyon-Turin. Des élus de Chapareillan ou de la communauté de commune Cœur de Savoie étaient présents.

Philippe Delhomme, de l'association Vivre et agir en Maurienne, a lancé un appel à la mobilisation. « Ce qui a été fait en Maurienne pour le moment, ce sont juste des travaux préparatoires. On peut encore arrêter le projet, qui n'est absolument pas écologique. Des sources ont été tariées, des maisons fissurées, mes meubles ont tremblé comme lors d'un séisme, des camions de 40 tonnes circulent en permanence dans le village, on subit le bruit et les poussières, quatre hectares de terres agricoles plates sont inutilisables, une zone naturelle inondable a été transformée en zone de chantier... C'est l'effondrement du vivant et la société Tunnel euralpin Lyon-Turin (Telt) fait comme si ça n'existait pas. Ils font eux-mêmes les mesures et assurent que ça va ! C'est ce qui risque d'arriver à Chapareillan. Il faut se battre



Patrick Bourdais (au centre) et Philippe Delhomme (à droite) ont exposé l'historique et les nuisances du Lyon-Turin.

avec les milliers d'opposants italiens. »

Un projet inutile ?

Le tracé du Lyon-Turin inclut un tunnel sous la Chartreuse, impactant Chapareillan, un tunnel sous Belledonne et un autre sous le Glandon. Daniel Ibanez, membre de la coordination française contre le Lyon-Turin, a souligné que « en janvier 2022, le préfet de région a demandé l'avis des collectivités sur le projet ».

Dans la salle, le maire de Presle, Jean-Yves Berger, l'a repris sur la consultation en Cœur de Savoie : « Nous n'avons pas tous été consultés. C'est la présidente, avec son bureau, qui a donné son

accord au préfet. En tant que maire, père et grand-père, j'affirme que le projet du Lyon-Turin ne sert à rien. Mais cela montre que notre société est prise en otage : dans la communauté de communes, si on vote contre, certaines subventions ne nous arrivent pas. On a besoin d'argent pour la ruralité les écoles et les hôpitaux : l'arrêt du Lyon-Turin est important », a pointé l'édile.

Selon Daniel Ibanez, 200 hectares de terres agricoles – 10 km sur 200 m de large – sont menacés par le projet. L'orateur assure aussi que l'absence d'utilité publique est démontrée par les calculs sur le nombre de trains qui circulent sur la ligne existante. « Elle est utilisée à 20 % de sa capacité,

on est très loin de la saturation. Le projet prévoit le passage de 20 TGV internationaux, aujourd'hui, il n'y en a que trois qui circulent. Et la circulation routière est stable », appuie Patrick Bourdais, un autre intervenant. « On sait à tous les hauts niveaux de l'État qu'il ne faut rien dépenser pour le Lyon-Turin. En 2018, le conseil des mobilités avait affirmé qu'il ne fallait y accorder aucun budget. Du temps d'Édouard Philippe, j'ai eu une réunion avec ses conseillers : c'était la même conclusion. Il faut demander aux candidats aux élections législatives de mettre dans leur programme la question du projet du Lyon-Turin », conclut Daniel Ibanez.



Daniel Ibanez membre de la coordination française contre le Lyon-Turin.

LES DATES CLÉS

- **1989** : début des études sur le projet Lyon-Turin.
- **2001** : un premier accord entre la France et l'Italie est signé en prévoyant de commencer le projet à la date de saturation de la ligne existante.
- **2002** : une galerie de reconnaissance est créée à Villarodin-Bourget (Savoie). C'est le début des problèmes et de l'engagement de certains citoyens qui ont constaté des dégâts majeurs.
- **2010** : le CCLT est créé à Chapareillan.
- **2012** : une enquête d'utilité publique sur la partie française du projet est lancée. La Cour des comptes remet en cause pour la 3^e fois les dépenses prévues pour le projet. La commune de Chapareillan dépose des motions contre le Lyon-Turin.
- **2016** : les maires de Turin et Grenoble déclarent leur opposition au Lyon-Turin.
- **2020** : le maire de Lyon les rejoint.
- **2021** : neuf kilomètres de tunnel sont creusés, sur les 115 km prévus.